



Dépêche n° **695239**
Enseignement / Recherche - Enseignement supérieur
Par: **Alice Bouviala** - Publiée le 18/09/2023 à 10h34
[Lien dépêche](#)

🕒 7 min de lecture

Avec l'aimable autorisation de l'agence de presse AEF info

L'Institut Agro veut se "consolider tout en renforçant ses liens avec les autres écoles" (Anne-Lucie Wack, DG)

Depuis sa création en 2020, l'Institut Agro a "passé un cap" estime sa DG, Anne-Lucie Wack, dans une interview accordée à AEF info en juin 2023. Après une période de "mécano institutionnel intense", l'établissement – fusion d'AgroSup Dijon, Montpellier Sup Agro et Agrocampus Ouest – souhaite se "stabiliser" et renforcer ses liens avec d'autres écoles, notamment Bordeaux Sup Agro. L'établissement rassemble "la complétude totale des thématiques sur toutes les filières du végétal et de l'animal", qui devraient être complétées par des "modules transverses", pour renforcer la place des transitions. Alors que la formation agricole est au cœur des réflexions de la future loi d'orientation et d'avenir agricoles, l'Institut Agro réfléchit au recrutement post-bac et compte multiplier par quatre son volume d'activité en FTLV, grâce au 11,4 M€ décrochés lors de l'appel à projets ASDESR.

AEF info : L'Institut Agro est un jeune établissement de trois ans. En avez-vous fini avec tout le travail institutionnel nécessaire à sa création, qui est rarement la partie la plus stimulante ?

Anne-Lucie Wack : Aujourd'hui, nous avons effectivement passé un cap. Les trois premières années ont été une période de mécano institutionnel intense, pour organiser l'Institut Agro dans sa configuration initiale à deux écoles internes avant d'intégrer la troisième école. Il a fallu mettre en place les nouvelles instances de l'Institut et des écoles internes en trouvant la bonne articulation, réécrire tous les textes et procédures régissant l'activité, organiser les fonctions supports et les fonctions d'appui dans la logique d'ensemble.

Le plus complexe à orchestrer était de réfléchir le nouveau projet stratégique dans le même temps qu'on organisait l'établissement. On le disait tout le temps avant de créer l'Institut Agro : c'est d'abord le projet et ensuite la structure. C'est ce qui a permis de mobiliser les communautés, y compris les étudiants, sur une période intense où il a fallu en même temps continuer la vie des écoles, construire la stratégie collective et installer l'Institut avec son nouveau nom et sa nouvelle marque...

AEF info : Que reste-t-il à faire ? Prévoyez-vous d'intégrer d'autres écoles ?

"La priorité aujourd'hui est de consolider l'Institut Agro dans sa configuration actuelle, tout

en renforçant nos liens avec les autres écoles."

Anne-Lucie Wack : Nous avons lancé des transformations majeures de notre système d'information et de la chaîne financière. C'est un travail conséquent car nous réorganisons en profondeur, à tous les étages, et ça, ce n'est pas fini. Il nous reste aussi beaucoup à faire pour stabiliser et fluidifier l'organisation générale et déployer notre projet stratégique. La priorité aujourd'hui est donc de consolider l'Institut Agro dans sa configuration actuelle, tout en renforçant nos liens avec les autres écoles. Nous sommes notamment en train d'élaborer un accord-cadre avec Bordeaux Sciences Agro qui est intéressé pour participer à notre dynamique.

AEF info : Maintenant qu'elles sont regroupées au sein de l'Institut Agro, les formations des trois écoles fondatrices vont-elles être harmonisées ?

Anne-Lucie Wack : L'Institut Agro est un opérateur national qui offre pour la première fois la complétude totale des thématiques sur toutes les filières du végétal et de l'animal. Concernant nos formations d'ingénieurs, nous avons choisi de garder la richesse et la diversité de nos huit cursus (ingénieurs agro, alimentation, horticulture et paysage) déployés sur quatre sites : Rennes, Angers, Montpellier et Dijon. Nous avons un cursus ingénieur agro généraliste dans chacune des trois écoles, avec au total une quarantaine de spécialisations de dernière année. Nous transformons ces cursus en travaillant sur des modules transverses et en déployant l'approche par compétences, notamment pour renforcer la place des transitions.

Concernant nos formations doctorales, l'Institut Agro, qui a été créé alors que les politiques de site battaient leur plein, a clairement affirmé dès sa création son articulation avec les politiques de sites et de territoires. Ainsi nos 400 doctorants sont formés dans des écoles doctorales partagées avec les universités, ce qui consolide notre ancrage sur les sites mais ne nous empêche pas de mener une politique doctorale cohérente à l'échelle de l'Institut, avec une personne dédiée au pilotage de cette politique.

AEF info : Vous avez adopté votre contrat d'objectif et de performance. Quelles en sont les grandes lignes ?

Anne-Lucie Wack : Le COP a été signé début juillet 2023, alors que nous venions de finir de poser tous les cadres stratégiques de l'établissement via notre projet stratégique 2030, adopté en novembre dernier. Notre COP est en quelque sorte un sous-ensemble de ce projet stratégique qui permet de contractualiser des objectifs avec le ministère de l'Agriculture.

Nous reprenons donc dans ce COP les cinq grands axes de notre projet stratégique qui sont : les transitions, les partenariats pour l'action, l'internationalisation, l'expérience étudiante et notre engagement d'être un établissement exemplaire et responsable.

AEF info : Le groupe de travail "Orientation et formation" de la consultation sur la loi orientation et avenir agricoles, que vous avez co-présidé, préconise une évolution du système de formation agricole, avec notamment le développement de cursus post-bac, de passerelles avec les STS, et de BTS en trois ans... Où en sont les réflexions à l'Institut Agro sur le sujet ?

"Si on bouge les lignes en allant vers le post-bac, il faut se concerter avec toutes les écoles du supérieur agricole, mais aussi avec les acteurs de l'enseignement technique qui délivrent des BTSA "

Anne-Lucie Wack : Comme beaucoup de grandes écoles, nous sommes confrontés aux enjeux du recrutement post-bac. Nous avons de nombreuses voies d'accès avec des concours différents, après des classes préparatoires ou d'autres cursus universitaires, mais nous avons aussi des voies de recrutement post-bac à Angers, à Rennes et à Dijon – mais pas à Montpellier. Nous réinterrogeons notre attractivité, au regard de l'appétence des jeunes pour le post-bac. Nous réfléchissons donc à de nouvelles modalités d'accès post-bac, de type prépas intégrées ou hybrides, CPES, ou Bachelor.

C'est une réflexion que nous devons mener avec les autres écoles et en concertation avec les classes préparatoires. Classiquement, dans le dispositif d'enseignement supérieur agro, les écoles privées recrutent plutôt en post-bac, alors que les grandes écoles publiques recrutent jusqu'ici plutôt en post-prépa. Forcément, si on bouge les lignes en allant davantage vers le post-bac, il faut se concerter avec toutes les écoles du supérieur agricole, mais aussi avec les acteurs de l'enseignement technique qui délivrent des BTSA, car il y a un vrai questionnement sur le niveau bac+3, comme dans tout le supérieur.

AEF info : Le groupe de travail fixe aussi comme objectif d "augmenter le nombre d'acteurs du vivant par la formation et la reconversion". L'Institut Agro s'est-il fixé, à son échelle, des objectifs d'augmentation du nombre d'ingénieurs agronomes diplômés ?

Anne-Lucie Wack : Ces dernières années, le nombre d'étudiants était en hausse dans nos écoles, mais ce n'était pas des augmentations massives comme on a pu le voir dans certaines écoles de commerce, mais plutôt une participation à la prise en compte de l'augmentation démographique. Aujourd'hui, la question qui se pose est de savoir combien devons-nous former d'ingénieurs en plus pour répondre aux nouveaux besoins du secteur agricole et alimentaire. Cela a fait partie des réflexions de ce groupe de travail, mais nous n'avons pas pu à ce stade précisément quantifier ce besoin. Nous ne sommes pas allés au bout de cette réflexion. Il faudrait identifier ces besoins par niveau de formation (+3, +5 etc.) et plus largement en considérant l'ensemble supérieur et technique.

AEF info : L'un des leviers est aussi la formation continue. Vous avez justement obtenu 11,4 M€ dans le cadre de l'appel à projets "Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche" de France 2030. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce projet ?

"Pour contribuer au débat public, nos étudiantes et étudiants doivent pouvoir le faire non pas sur des bases émotionnelles mais sur des bases scientifiques et rationnelles : c'est là que nous avons un rôle à jouer."

Anne-Lucie Wack : Nous avons monté le projet Competens'Agro car nous avons besoin d'opérer un changement d'échelle sur notre capacité à délivrer de la formation tout au long de la vie. Dans les écoles de l'Institut Agro, mais plus largement dans l'ensemble des écoles du dispositif agro-véto public et privé nos chiffres d'affaires et notre activité sont vraiment en dessous des enjeux du monde agricole. Comme nous ne sommes pas seuls dans cette situation, et plutôt que de rentrer dans une compétition sur les mêmes marchés, nous avons décidé de former un consortium entre les établissements publics et privés, pour unir nos forces afin de construire des outils performants et de changer d'échelle. C'est donc un consortium tout à fait original, porté par l'Institut Agro, qui développe la formation tout au long de la vie pour accélérer les transitions agricoles et alimentaires et qui a pour ambition de multiplier par quatre notre volume d'activité à horizon dix ans.

AEF info : Pour répondre à l'enjeu des transitions, votre projet stratégique prévoit que l'Institut Agro développe une "stratégie d'influence". Pour quelle raison souhaitez-vous vous orienter vers ce type d'activité ?

Anne-Lucie Wack : Nos communautés étudiantes et enseignantes sont très engagées et veulent prendre part au débat et à l'action. C'est vrai dans tout l'enseignement supérieur, mais c'est particulièrement prégnant chez nous qui travaillons sur l'un des grands débats de société de notre époque : comment se nourrir demain de manière durable et équitable. Pour contribuer au débat public, nos étudiantes et étudiants doivent pouvoir le faire non pas sur des bases émotionnelles mais sur des bases scientifiques et rationnelles : c'est là que nous avons un rôle à jouer. Partant de ce constat, nous voulons développer leur capacité de prise de parole et de contribution au débat dans un cadre national et international. Cela se traduit dans la "raison d'être" que nous avons définie – en pesant chaque mot – dans notre projet stratégique : "Former, sur des bases scientifiques, les nouvelles générations de cadres et d'acteurs, inventer et innover pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires et contribuer à mieux nourrir le monde en agissant avec et pour le vivant".

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)
